



Cellule d'analyse européenne

Proposition de
DIRECTIVE DU CONSEIL
concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés
(ACCIS)

COM (2011)121

Résumé : La Commission européenne souhaite instaurer, grâce à cette proposition, des règles communes concernant l'assiette pour l'imposition des sociétés qui exercent des activités dans plusieurs États membres de l'Union européenne (assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, ACCIS). La Commission européenne estime que l'ACCIS entraînera une réduction annuelle des charges administratives de deux milliards d'euros pour les entreprises. Le délai accordé pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition expire le **18 mai 2011**. Plusieurs parlements ont l'intention d'émettre un avis.

1. Contexte

Dès lors que 27 législations différentes régissent le calcul des bénéfices imposables, les entreprises qui souhaitent développer des activités transfrontalières au sein de l'Union européenne se trouvent face à une insécurité juridique, à des charges administratives et à d'autres obstacles qui entravent le fonctionnement du marché intérieur¹. Ces obstacles pèsent lourdement sur les PME qui entendent exercer des activités transfrontalières.

¹ Les entreprises transfrontalières doivent faire face à un système extrêmement complexe de prix de transfert pour déterminer comment les transactions intragroupe doivent être imposées et elles ne sont pas en mesure de compenser leurs déficits dans un État membre avec les bénéfices engrangés dans un autre. En conséquence, les grandes entreprises doivent supporter des coûts considérables et faire face à des mécanismes très complexes, tandis que les petites et moyennes entreprises sont parfois purement et simplement dissuadées d'exercer des activités dans d'autres pays de l'Union européenne.

Répondre à cette situation s'inscrit dans le cadre des objectifs européens pour 2020 en faveur d'une croissance intelligente, inclusive et durable et du Pacte pour l'euro².

Dans ce système (optionnel), la base imposable serait déterminée selon un ensemble de règles européennes tandis que les États membres resteraient compétents pour la fixation des taux d'imposition.

2. Contenu

Le 16 mars 2011, la Commission européenne a publié une proposition de directive concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (*Common Consolidated Corporate Tax Base*, CCCTB).

L'« assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés » (ACCIS) est un ensemble de règles communes pour le calcul de l'assiette imposable des sociétés qui sont résidentes fiscales dans un État membre de l'Union européenne et des succursales situées dans l'Union européenne d'entreprises des pays tiers.

L'ACCIS permet aux entreprises de traiter avec une seule administration fiscale « *guichet unique* » pour introduire leurs déclarations fiscales et consolider tous leurs bénéfices et pertes dans l'ensemble de l'UE. Elles n'appliquent qu'une série unique de règles pour calculer l'assiette imposable pour l'impôt des sociétés et ne remplissent qu'une seule déclaration fiscale consolidée auprès d'un guichet fiscal unique pour l'ensemble de leurs activités au sein de l'UE. L'« autorité fiscale principale » doit être l'administration fiscale de l'État membre dans lequel la société mère du groupe est résidente fiscale. Les différends fiscaux seraient dès lors traités selon le droit de l'État membre concerné.

La Commission européenne estime que cette mesure permet de limiter les charges administratives, les coûts de mise en conformité et l'insécurité juridique qui pèsent sur les entreprises, qui pourront ainsi économiser deux milliards d'euros.

Sur la base d'une déclaration fiscale unique, l'assiette imposable de l'entreprise serait répartie, suivant une formule spécifique, entre tous les États membres dans lesquels l'entreprise exerce ses activités.

² On lit ce qui suit dans les conclusions des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro du 11 mars 2011 : « Établir une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés pourrait constituer un moyen de garantir, sans incidence sur les recettes, la cohérence entre les régimes fiscaux nationaux tout en respectant les stratégies fiscales nationales et de contribuer à la viabilité budgétaire et à la compétitivité des entreprises européennes. »

Cette formule comprend trois facteurs affectés d'une même pondération : immobilisations, main-d'œuvre et chiffre d'affaires³.

Il convient que le facteur «immobilisations» soit constitué de toutes les immobilisations corporelles. Dès lors que les immobilisations incorporelles et les actifs financiers revêtent un caractère mobile, il y a un risque de contournement de la réglementation. Il y a lieu de fonder le calcul du facteur «main-d'œuvre» sur la masse salariale et les effectifs, chacun de ces postes comptant pour moitié. Le facteur « chiffre d'affaires » permet de garantir la juste participation de l'État membre de destination.

Conformément à la proposition, chaque État membre appliquera son propre taux à sa quote-part de l'assiette imposable des contribuables. Avec l'ACCIS, les États membres continueront à fixer eux-mêmes leur taux d'imposition sur les sociétés au niveau qu'ils souhaitent, ce qui relève également de leurs compétences nationales.

L'ACCIS serait facultative. Les entreprises qui estiment qu'un régime européen harmonisé présente des avantages pour elles peuvent opter pour celui-ci, tandis que les autres peuvent continuer à appliquer le régime national.

3. Fondement juridique

- Article 115 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
- Le Conseil, statuant à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale, arrête des directives pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché intérieur.
- L'exigence de l'unanimité implique dès lors également l'assentiment des États membres qui ne souhaitent pas participer au régime de l'ACCIS.
- Le Parlement européen dispose d'un droit d'avis.

4. Commission compétente

Commission des Finances et du Budget

³ Exemple: Si la branche d'activités, qui opère en Belgique, réalise un bénéfice de cinq millions d'euros, alors que l'implantation en France enregistre deux millions d'euros de pertes, le résultat consolidé s'élève à trois millions d'euros. C'est comme s'il s'agissait d'une seule entreprise, ce qui – selon la Commission européenne – renforce le marché intérieur européen. Ce montant est réparti entre les deux États membres dans lesquels l'entreprise exerce des activités selon une clé de répartition qui est basée, pour parts égales (1/3), sur le chiffre d'affaires, les immobilisations et la main-d'œuvre. Chaque État membre peut appliquer ensuite son propre taux à la part des bénéfices communs qui lui est imputable

5. Subsidiarité et proportionnalité

La Commission européenne estime que l'objectif de la présente directive ne peut être réalisé de façon suffisante par des actions individuelles entreprises par les États membres en raison du manque de coordination entre les régimes fiscaux nationaux. Considérant que les inefficiences du marché intérieur sont à l'origine, pour l'essentiel, de problèmes de nature transfrontalière, la Commission européenne estime que les mesures permettant de les surmonter doivent être adoptées au niveau de l'Union.

Plusieurs parlements ont fait part de leur intention d'émettre un avis de subsidiarité et de proportionnalité sur cette proposition (Pays-Bas, Allemagne, Autriche, République tchèque, Bulgarie).

Dans un document du 11 avril 2011, le gouvernement néerlandais a formulé des observations critiques à propos de ce projet. Il estime que si l'introduction de l'ACCIS présente des avantages pour les entreprises au niveau international, elle a aussi des inconvénients. Par le passé, le gouvernement néerlandais avait déjà conditionné l'introduction d'une ACCIS à la réduction des charges administratives des entreprises et des pouvoirs publics, d'une part, et à des garanties suffisantes quant à ses implications budgétaires et économiques, d'autre part, la neutralité budgétaire devant être prise en compte. Lorsqu'il examine ces conditions à la lumière de l'analyse d'impact de la Commission européenne relative à l'introduction de l'ACCIS, le gouvernement néerlandais constate que les frais d'exécution augmenteront pour les pouvoirs publics dès lors que l'ACCIS sera un régime optionnel. Le fisc appliquera deux régimes en parallèle (inconvénient quant à l'effectivité de l'exécution et aux frais d'exécution élevés). Le gouvernement néerlandais s'inquiète de l'impact budgétaire de la proposition pour les Pays-Bas. On lit ce qui suit dans ce document du gouvernement néerlandais : « La clé de répartition relative aux bénéfices consolidés est en effet ainsi conçue que les États membres dotés d'une « vieille » industrie importante reçoivent une part des bénéfices plus importante que les États membres où le secteur des services est très développé et qui comptent de nombreuses entreprises innovantes. Cela découle par exemple du fait que la clé de répartition ne tient compte ni des immobilisations incorporelles, ni des actifs financiers. Cette formule est désavantageuse pour les Pays-Bas. C'est pourquoi le cabinet mise sur un clé de répartition qui reflète mieux ce qui se passe dans l'économie « réelle ». » (traduction)

Il ressort de toute cette discussion que les grands États membres, comme la France et l'Allemagne, sont favorables à l'ACCIS, alors que les petites économies ouvertes et/ou les États membres qui appliquent un faible taux d'imposition des sociétés sont généralement opposés à l'ACCIS.

La présidence hongroise se contente de déclarer : « *la présidence hongroise souhaite faire progresser le débat sur l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et ainsi que celui sur l'imposition du secteur financier.* »

Au Parlement fédéral, l'ACCIS sur laquelle se penche la Commission européenne depuis 2004⁴, n'a, à première vue, pas fait l'objet de beaucoup de questions parlementaires sur la position de la Belgique en la matière. Nous pouvons néanmoins renvoyer à une question posée par M. Brotcorne au ministre des Finances le 11 avril 2006 (Sénat, Questions et Réponses, 9 mai 2006 (n° 3-66) pp. 6499-6500).

En 2006, le ministre des Finances a répondu à M. Brotcorne que la Belgique était politiquement favorable au projet ACCIS. Cependant, de nombreux points suscitent encore beaucoup de scepticisme. Ainsi, l'introduction d'une base imposable uniforme pourrait avoir un effet négatif sur les tarifs d'imposition nationaux et dès lors sur le budget de certains États membres, tant par des pertes de recettes que par des retombées négatives en matière sociale et économique par suite de la suppression de régimes existants. Par ailleurs, il ne sera plus possible pour les États membres d'augmenter la compétitivité de leur économie nationale au moyen de mesures fiscales spécifiques, ce qui, à terme, empêchera une saine concurrence fiscale. Les États membres n'adhérant pas au système pourraient en tirer avantage. Le ministre a pointé ensuite les différences fondamentales existant entre les législations fiscales des « anciens » États membres et des « nouveaux » États membres. Les législations fiscales des anciens États membres sont très complexes et comportent de nombreux incitants fiscaux et sociaux ainsi que des mesures anti-abus. Au contraire, les législations fiscales des nouveaux États membres sont simples et transparentes. On peut donc douter que ces États veuillent s'aligner sur des régimes construits par plusieurs décennies de législation dans les économies de marché. Enfin, le ministre fait observer que beaucoup d'États membres, dont la Belgique, se demandent si les administrations nationales pourront collaborer efficacement en vue du contrôle et de l'établissement d'un impôt dû par un groupe d'entreprises établies dans différents États membres.

Le 16 mars 2011, la Commission européenne a publié une analyse d'impact sur l'introduction de l'ACCIS. Ce document contient des données spécifiques à la Belgique qui peuvent être analysées plus en profondeur.

Il ressort que les organisations d'entreprises tant européennes que belges, Business Europe et la FEB, sont favorables à la réglementation proposée (cf. article du *Tijd* du 17 mars 2011 : "*Europa zoekt bondgenoten bij bedrijven*"), Les entreprises soulignent toutefois que l'ACCIS ne peut pas entraîner une harmonisation des taux. Cet article souligne en outre qu'une consolidation n'est pas possible en Belgique à l'heure actuelle. Si l'Europe instaure ce régime, il s'appliquera non seulement aux implantations à l'étranger, mais également en cas d'implantations multiples en Belgique. Une entreprise qui opterait pour l'ACCIS n'aurait plus droit à la déduction des intérêts notionnels, de sorte que, dans l'hypothèse d'une ACCIS, il appartiendrait aux entreprises de déterminer si elles gagneraient à opter pour ce régime.

⁴ En septembre 2004, le Conseil Ecofin a approuvé la création d'un groupe de travail au sein duquel les États membres examineraient, sous la direction de la Commission européenne, les aspects techniques de l'introduction d'une ACCIS.

6. Plus d'informations :

- Texte du projet de directive:
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0121:FIN:FR:PDF>
- Analyse d'impact de la Commission européenne (version anglaise uniquement)
http://ec.europa.eu/governance/impact/ia_carried_out/docs/ia_2011/sec_2011_0315_en.pdf
- Lettre adressée à la *Tweede Kamer* par le secrétaire d'État néerlandais de l'Intérieur contenant son point de vue sur la proposition d'ACCIS:
<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/kst-32728-2.html>
- D. DEWILDE, *Europa zoekt bondgenoten bij bedrijven*, *De Tijd*, 17 mars 2011.
- O. GOSSET, *Fiscalité des entreprises: l'Europe sort du bois*, *L'Echo*, 17 mars 2011.
- Réponse du ministre des Finances à la question de M. Brotcorne du 11 avril 2006:
<http://www.senat.be/www/webdriver?MltabObj=pdf&MlcolObj=pdf&MlnamObj=pdfid&MltypeObj=application/pdf&MlvalObj=50335357>

Descripteurs Eurovoc:

UNION EUROPÉENNE – FISCALITÉ – IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS – IMPÔT

Rédaction:

Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een **RICHTLIJN VAN DE RAAD** betreffende een gemeenschappelijke geconsolideerde heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting (CCCTB)

COM (2011)121

Samenvatting: De Europese Commissie wil met dit voorstel gemeenschappelijke regels invoeren voor de heffingsgrondslag voor bedrijven die in meerdere EU-lidstaten actief zijn (*Common Consolidated Corporate Tax Base*, CCCTB). Volgens de Europese Commissie zal de CCCTB het bedrijfsleven in de EU elk jaar een besparing aan administratieve lasten opleveren van 2 miljard euro. De termijn om een advies over de subsidiariteit van het voorstel te formuleren duurt tot **18 mei 2011**. Meerdere parlementen zijn dat van plan.

1. Context:

Doordat er 27 verschillende wetgevingen zijn voor de berekening van belastbare winsten botsen bedrijven die binnen de EU grensoverschrijdende activiteiten wensen te ontplooiën op rechtsonzekerheid, administratieve lasten en andere obstakels die de werking van de interne markt belemmeren¹. Deze obstakels wegen zwaar op KMO's die grensoverschrijdend willen opereren.

Dat hierop een antwoord wordt geboden, past binnen de doelstellingen van Europa 2020 voor een slimme, inclusieve en duurzame groei en binnen het Pact voor de euro².

In deze (optionele) regeling zou één geheel van Europese regels de belastbare grondslag bepalen, terwijl de lidstaten bevoegd blijven voor het bepalen van de belastingstarieven.

¹ Bedrijven met grensoverschrijdende activiteiten moeten een complex systeem van verrekenprijzen toepassen om de fiscale waarde van hun intragroepstransacties te bepalen en kunnen verliezen in de ene lidstaat niet compenseren met winsten in een andere. Hierdoor worden grotere bedrijven geconfronteerd met torenhoge kosten en complexe situaties, terwijl kleinere bedrijven er vaak al helemaal van afzien om in andere EU-landen actief te worden.

² In de bijlage bij de conclusies van Staatshoofden en regeringsleiders van de Eurozone van 11 maart 2011 staat: "De ontwikkeling van een gemeenschappelijke heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting kan een inkomstenneutrale stap vooruit betekenen om, onder eerbiediging van de nationale belastingstrategieën, consistentie tussen de nationale belastingstelsels te garanderen en bij te dragen tot houdbare openbare financiën en tot het concurrentievermogen van Europese ondernemingen."

2. Inhoud:

Op 16 maart 2011 heeft de Europese Commissie een voorstel van richtlijn gepubliceerd betreffende een gemeenschappelijke geconsolideerde heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting (Common Consolidated Corporate Tax Base, CCCTB).

De "Common Consolidated Corporate Tax Base" (CCCTB) is een geheel van gemeenschappelijke regels voor de berekening van de belastinggrondslag van vennootschappen die fiscaal inwoner zijn van een EU lidstaat, en van in de EU gelegen bijkantoren van vennootschappen uit derde landen.

Met de CCCTB kunnen bedrijven zich wenden tot één belastingdienst ("onestopshop") om hun belastingaangiften in te dienen en al hun winsten en verliezen in de gehele EU te consolideren. Ze passen slechts één stel regels toe voor de berekening van de heffingsgrondslag voor de vennootschapsbelasting en dienen slechts één geconsolideerde belastingaangifte in bij één belastingdienst voor al hun activiteiten in de EU. De "hoofdbelastingsautoriteit" moet de belastingdienst zijn van de lidstaat waar de moedermaatschappij van de groep voor belastingdoeleinden is gevestigd. Belastinggeschillen zouden dan ook worden behandeld volgens het recht van deze lidstaat.

De Europese Commissie is van oordeel dat aldus voor de ondernemingen de administratieve lasten, de nalevingskosten en de rechtsonzekerheid beperkt worden waardoor 2 miljard euro kan worden bespaard.

Op basis van één belastingaangifte zou de belastinggrondslag van het bedrijf via een specifieke formule omgeslagen worden over alle lidstaten waar de onderneming actief is. Deze formule bevat drie gelijk gewogen factoren: activa, arbeid en omzet³.

De factor "activa" moet alle materiële activa bevatten. Immateriële en financiële activa zijn immers mobiel waardoor een gevaar bestaat dat de regeling omzeild wordt. De factor "arbeid" wordt berekend op basis van de "loonkosten" en het "aantal werknemers", waarbij elk element voor de helft telt. De factor "omzet" laat toe dat de lidstaat van bestemming een billijk aandeel heeft in de grondslag.

Volgens het voorstel zal iedere lidstaat zijn eigen tarief toepassen op zijn aandeel in de belastinggrondslag van de belastingplichtigen. De lidstaten zullen bij de CCCTB hun

³ Voorbeeld: Als de bedrijfstak, die actief is in België, 5 miljoen euro winst maakt, terwijl de vestiging in Frankrijk 2 miljoen euro verlies heeft gemaakt, bedraagt het geconsolideerd resultaat 3 miljoen euro. Het is alsof het om slechts één bedrijf gaat, wat - aldus de Europese Commissie - een versterking is van de Europese interne markt. Dit bedrag wordt omgeslagen over de twee lidstaten waar de onderneming actief is volgens een verdeelsleutel die voor gelijke delen (1/3) gebaseerd is op omzet, vaste activa en arbeid. Elke lidstaat kan vervolgens op het aan hem toerekenbare deel van de gezamenlijke winst vervolgens afzonderlijk zijn eigen tarief toepassen.

vennootschapsbelastingtarief zelf blijven vaststellen op het niveau dat zij wensen, wat ook hun nationale bevoegdheid is.

De CCCTB zou optioneel zijn. Bedrijven die voordelen zien in een geharmoniseerde EU-regeling, kunnen ervoor kiezen, terwijl andere verder het nationale stelsel kunnen blijven toepassen.

3. Rechtsgrondslag:

- Artikel 115 van het Verdrag betreffende de werking van de EU (VWEU)
- De Raad stelt met eenparigheid van stemmen, volgens een bijzondere wetgevingsprocedure, richtlijnen vast voor de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der lidstaten welke rechtstreeks van invloed zijn op de instelling of de werking van de interne markt.
- Het vereiste van eenparigheid wil dus ook zeggen instemming van de lidstaten die niet aan het CCCTB-regime wensen deel te nemen.
- Het Europees Parlement heeft adviesrecht.

4. Bevoegde commissie:

Commissie voor de Financiën en Begroting

5. Subsidiariteit en proportionaliteit

De Europese Commissie is van oordeel dat de doelstelling van de richtlijn niet voldoende kan worden verwezenlijkt door afzonderlijk optreden van de lidstaten, omdat er geen coördinatie bestaat tussen de nationale belastingstelsels. Omdat de inefficiënties op de interne markt hoofdzakelijk leiden tot problemen van grensoverschrijdende aard, is de Europese Commissie van oordeel dat corrigerende maatregelen moeten worden genomen op het niveau van de EU.

Meerdere parlementen hebben aangegeven over dit voorstel een advies te zullen geven betreffende de subsidiariteit en de proportionaliteit (Nederland, Duitsland, Oostenrijk, Tsjechië, Bulgarije).

De Nederlandse regering heeft in een document van 11 april 2011 kritische bedenkingen geformuleerd bij het ontwerp. De introductie van de CCCTB heeft weliswaar voordelen voor het internationale bedrijfsleven, maar de CCCTB heeft ook negatieve gevolgen. Randvoorwaarden voor de invoering van een CCCTB die de Nederlandse regering in het verleden al had vooropgesteld, waren enerzijds de vermindering van de administratieve lasten voor het bedrijfsleven en de overheid, en anderzijds voldoende zekerheid over de budgettaire en economische gevolgen waarbij rekening wordt gehouden met budgetneutraliteit. Als de Nederlandse regering deze voorwaarden tegen het licht houdt van het *impact assessment* van de Europese Commissie voor de invoering van CCCTB, stelt de Nederlandse regering vast dat de uitvoeringskosten voor de overheid zullen toenemen doordat CCCTB een optioneel systeem is. De Belastingdienst zal twee systemen naast elkaar uitvoeren (nadeel m.b.t. uitvoeringseffectiviteit en hoge uitvoeringskosten). De Nederlandse regering is bezorgd om de budgettaire impact van het voorstel voor Nederland. In het document wijst de Nederlandse regering op het volgende: *"De verdeelsleutel voor de geconsolideerde winst is namelijk zo vormgegeven dat lidstaten met een grote «oude» industrie meer winst toebedeeld krijgen dan lidstaten met een grote dienstensector en veel innovatieve bedrijven. Dit komt omdat bijvoorbeeld immateriële activa en financiële activa niet meegenomen worden in de verdeelsleutel. Dit pakt nadelig*

uit voor Nederland. Het kabinet zet daarom in op een verdeelsleutel die een betere weergave is van wat er in de «werkelijke» economische wereld plaatsvindt».

Uit de hele discussie blijkt dat grote lidstaten als Frankrijk en Duitsland gewonnen zijn voor CCCTB, terwijl kleine open economieën en/of lidstaten met een lage vennootschapsbelasting (Luxemburg, Ierland, Estland, Polen, Malta..) zich doorgaans tegenstander tonen van de CCCTB.

Het Hongaars Voorzitterschap beperkt zich ertoe te stellen dat: *“the Hungarian Presidency would like to see progress on the issue of the common consolidated corporate tax base and the taxation of the financial sector”*.

In het Federaal Parlement is de CCCTB, waarover de Europese Commissie zich sinds 2004 buigt⁴, (op het eerste zicht) niet het voorwerp geweest van veel parlementaire vragen over het Belgisch standpunt ter zake. We kunnen wel verwijzen naar een vraag van de heer Brotcorne van 11 april 2006 aan de minister van Financiën (Senaat, Vragen en Antwoorden, 9 mei 2006 (nr. 3-66), pp. 6499-6500).

De minister van Financiën antwoordde in 2006 op de vraag van de heer Brotcorne dat vanuit politiek oogpunt België gunstig stond tegenover het CCCTB-project, hoewel er op een aantal punten scepticisme bestond. Zo zou de invoering van een uniforme heffingsgrondslag een negatieve invloed kunnen hebben op de nationale belastingtarieven en dus op de nationale begroting van sommige lidstaten, zowel door een verlies aan inkomsten als door de negatieve weerslag die de afschaffing van bestaande regimes zal hebben op sociaal en economisch vlak. Daarnaast zou het voor de lidstaten niet langer mogelijk zijn om door middel van specifieke fiscale maatregelen de slagkracht van hun nationale economie te verhogen, wat een gezonde fiscale concurrentie op termijn zal verlammen. Lidstaten die niet tot het stelsel toetreden zouden daar hun voordeel kunnen mee doen. De minister verwees vervolgens op de fundamentele verschillen tussen de belastingwetgevingen van de « oude » lidstaten en de « nieuwe » lidstaten. De belastingwetgevingen van de oude lidstaten zijn complex en bevatten fiscale en sociale stimuli en anti-misbruikbepalingen. De belastingwetgevingen van de nieuwe lidstaten daarentegen zijn eenvoudig en transparant waardoor het te betwijfelen valt of deze Staten zich wensen aan te passen aan belastingstelsels die het resultaat zijn van tientallen jaren van wetgeving binnen vrije markteconomieën. Tot slot wees de minister erop dat, onder meer, België zich afvroeg of de nationale administraties op een efficiënte wijze zouden kunnen samenwerken voor de controle en de vestiging van een belasting die verschuldigd is door een groep van ondernemingen die in verschillende lidstaten gevestigd zijn.

De Europese Commissie heeft op 16 maart 2011 een impact assessment gepubliceerd over de invoering van de CCCTB. Hierin staan specifieke gegevens voor België die nader geanalyseerd kunnen worden.

Uit de bespreking van dit document in De Tijd van 17 maart 2011 (*“Europa zoekt bondgenoten bij bedrijven”*) blijkt dat zowel de Europese als de Belgische bedrijvenkoepels, Business Europe en het VBO voorstander zijn van de voorgestelde regeling. De bedrijven beklemtonen wel dat CCCTB niet mag leiden tot harmonisatie van tarieven. Het artikel verwijst voorts naar het feit dat consolidatie nu in België niet mogelijk is. Als Europa dat invoert, geldt dat niet alleen voor vestigingen in andere landen, maar ook voor meerdere vestigingen in België. Een bedrijf dat voor CCCTB zou opteren, kan geen aanspraak meer maken op notionele interestaftrek, zodat in de hypothese van een CCCTB het aan de bedrijven is uit te rekenen of het voordelig is in dit stelsel te stappen.

6. Meer informatie:

- Tekst van de ontwerprichtlijn:
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0121:FIN:NL:PDF>
- Impact Assessment van de Europese Commissie (enkel Engelse versie)

⁴ In september 2004 stemde de Ecofin-Raad in met de oprichting van een werkgroep waarin de lidstaten, onder leiding van de Europese Commissie, de technische aspecten van de invoering van een CCCTB zullen onderzoeken.

- http://ec.europa.eu/governance/impact/ia_carried_out/docs/ia_2011/sec_2011_0315_en.pdf
- Brief dd. 11 april 2011 van de Nederlandse staatssecretaris van Buitenlandse Zaken aan de Tweede Kamer met standpunt over het voorstel inzake CCCTB:
<https://zoek.officielebekendmakingen.nl/kst-32728-2.html>
 - D. DEWILDE, *Europa zoekt bondgenoten bij bedrijven*, De Tijd, 17 maart 2011.
 - O. GOSSET, *Fiscalité des entreprises: l'Europe sort du bois*, L'Echo, 17 mars 2011.
 - Antwoord van de minister van Financiën op de vraag van de heer Brotcorne van 11 april 2006:
http://www.senate.be/www/?Mlval=/index_senate&MENUID=21330&LANG=nl

Eurovoc-descriptoren: EUROPESE UNIE – FISCALITEIT – VENNOOTSCHAPSBELASTING – BELASTING

Redactie:

Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be